

CONVENTION

CONCESSION ET DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE

REVERSEMENT D'UNE REDEVANCE A LA COMMUNE DE BEGLES

Entre les soussignés :

- Bordeaux Métropole,
représentée par son Président, M. Alain JUPPE, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/... du... 31 octobre 2014, domiciliée à Bordeaux, Esplanade Charles de Gaulle, 33076 Bordeaux cedex,

d'une part,

ET

- La commune de Bègles, ci-après dénommée « la commune », représentée par son maire, Monsieur Noël Mamère domiciliée (*adresse hôtel de ville*), et dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°.... en date du.....

d'autre part,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,

VU le décret n°2014-1599 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Bordeaux Métropole »,

VU les articles L.5215-20-1 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales,

VU l'article 1609 nonies C-IV du Code général des impôts,

VU le règlement intérieur de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) du 4 juillet 2014,

VU le rapport de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges du 2 décembre 2014,

VU les délibérations des communes ayant approuvé le rapport de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges dans les conditions de majorité prévues à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

VU la délibération n°2015/ ... du 13 février 2015,

Il est tout d'abord rappelé ce qui suit :

La loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014 complète les compétences des Communautés urbaines notamment en matière de concession et distribution publique d'électricité.

La commune de Bègles perçoit une redevance au titre du rachat de sa régie par Electricité Réseau Distribution France (ERDF). La Cub devenue, au 1^{er} janvier 2015, Bordeaux Métropole se substituant à Bègles pour l'exercice de la compétence elle recevra d'ERDF la redevance qu'elle reversera à Bègles jusqu'à l'échéance du contrat afin d'éviter tout effet d'aubaine et de perception indue de cette recette par la Métropole en l'absence de charges en contrepartie.

Il convient, néanmoins, de signer, avec la commune de Bègles, une convention actant le reversement de la redevance.

CECI ETANT EXPOSE,

Les parties conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les obligations de chaque partie signataire et, plus particulièrement, les modalités de reversement à la commune de Bègles de la redevance reçue par Bordeaux Métropole dans le cadre du transfert de la compétence « concession et distribution publique d'électricité » de la commune de Bègles vers Bordeaux Métropole.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA REDEVANCE TRANSFEREE

Bordeaux Métropole s'engage à reverser à la commune de Bègles la redevance due par Electricité Réseau Distribution France (ERDF) au titre du rachat de la régie municipale de concession et distribution d'électricité de Bègles pour un montant annuel de 1.000.000 d'euros.

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE VERSEMENT DE LA REDEVANCE

A partir de l'année 2015, Bordeaux Métropole s'acquittera chaque année, à date fixe, du montant de la redevance selon un échéancier signé par les parties et annexé à la présente convention.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin en 2021, année du dernier versement de la redevance par Bordeaux Métropole.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE RESILIATION

Elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, accepté par les deux parties.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, suite à une délibération de son assemblée délibérante.

ARTICLE 6 : CONTENTIEUX

Les parties s'engagent, en cas de litige, à rechercher en priorité une issue amiable à leur différend. Si toutefois les parties ne parviennent pas à s'entendre, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, le

Pour Bordeaux Métropole

Pour la commune

**Le Président,
Alain JUPPE**

**Le Maire,
Noël MAMERE**

Annexe 1 : échéancier de la redevance reversée

CONVENTION

**TRANSFERT DES CHARGES DE LA DETTE DES EQUIPEMENTS
TRANSFERES A BORDEAUX METROPOLE**

Entre les soussignés :

- Bordeaux Métropole,
représentée par son Président, M. Alain JUPPE, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° 2015/... du... 31 octobre 2014, domiciliée à Bordeaux, Esplanade Charles de Gaulle, 33076 Bordeaux cedex,

d'une part,

ET

- La commune (ou le SIVU) de....., ci-après dénommée « la commune » (ou le « SIVU »), représentée par son maire (ou son Président), Monsieur..(nom, prénom), domiciliée (adresse hôtel de ville), et dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal (ou du Conseil Syndical) n°.... en date du.....

d'autre part,

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles,

VU le décret n°2014-1599 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Bordeaux Métropole »,

VU les articles L.5215-20-1 et L.5217-1 du code général des collectivités territoriales,

VU l'article 1609 nonies C-IV du code général des impôts,

VU le règlement intérieur de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) du 4 juillet 2014,

VU le rapport de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges du 2 décembre 2014,

VU les délibérations des communes ayant approuvé le rapport de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges dans les conditions de majorité prévues à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts,

VU la délibération n°2015/ ... du 13 février 2015,

Il est tout d'abord rappelé ce qui suit :

La loi MAPTAM n°2014-58 du 27 janvier 2014 complète les compétences des Communautés urbaines notamment en matière d'aire d'accueil des gens du voyage (ou de gestion des réseaux de chaleur).

Une commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) a procédé à l'évaluation de la totalité des charges et ressources financières transférées à La Cub, devenue Bordeaux Métropole le 1^{er} janvier 2015, qui correspondent à la compétence qui lui est nouvellement affectée. Parmi ces charges, la dette contractée par les communes, afin de réaliser les équipements aujourd'hui transférés, est reprise par notre Métropole de manière à préserver une neutralité financière, ou est remboursée annuellement à la commune jusqu'à son extinction si celle-ci est conservée.

La présente convention précise les modalités de transfert du contrat de prêt (*ou du remboursement de la dette*) contractée par la commune (*ou le SIVU*) de....

CECI ETANT EXPOSE ,

Les parties conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les obligations de chaque partie signataire et, plus particulièrement, les modalités de la prise en charge de l'encours ou de l'annuité du prêt contracté par Bordeaux Métropole dans le cadre du transfert de la compétence des « aires d'accueil des gens du voyage » (*ou de « gestion des réseaux de chaleur »*) et de l'équipement afférent de la commune (*ou du SIVU*) de..... vers Bordeaux Métropole.

ARTICLE 2 : MONTANT DE LA DETTE TRANSFEREE

Bordeaux Métropole s'engage à reverser à la commune (*ou au SIVU*) de..... le capital et les intérêts de la dette (*ou s'engage en lieu et place de la commune (ou du SIVU) de à régler le prêt, en capital et en intérêts*) dû par celle-ci soit un montant total de (xxx euros) afin de neutraliser la charge financière de la dette de l'équipement transféré par la commune (*ou le SIVU*) de à Bordeaux Métropole et qui a donné lieu à une révision de l'attribution de compensation versée à / reçue par la commune de.....

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE VERSEMENT DE LA QUOTE-PART DE DETTE

Bordeaux Métropole s'acquittera chaque année, sur présentation par la commune d'un appel à paiement transmis par fax ou messagerie, du versement de sa quote-part de dette constituée du capital et des intérêts (*ou annuité*) du prêt selon un échéancier signé par les parties et annexé à la présente convention.

(Ou

ARTICLE 3 : TRANSFERT DU CONTRAT DE PRET

La commune (ou le SIVU) notifiera par courrier à l'établissement de crédit, le changement, en ses lieux et place, du débiteur au contrat de prêt affecté à l'équipement transféré à Bordeaux Métropole.

Bordeaux Métropole s'acquittera, au regard des échéances dûment appelées par l'établissement de crédit, des annuités (capital + intérêts) de la dette transférée selon l'échéancier joint au contrat et annexé à la présente convention.)

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin après le complet remboursement de la dette telle qu'annexée à la présente convention *(ou après la validation par l'établissement de crédit du transfert effectif du contrat de prêt de la commune (ou du SIVU) vers Bordeaux Métropole).*

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE RESILIATION

Elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, accepté par les deux parties.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, suite à une délibération de son assemblée délibérante.

ARTICLE 6 : CONTENTIEUX

Les parties s'engagent en cas de litige, à rechercher en priorité une issue amiable à leur différend. Si toutefois les parties ne parviennent pas à s'entendre, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, le

Pour Bordeaux Métropole

Pour la commune
(ou pour le SIVU) de..

**Le Président,
Alain JUPPE**

**Le Maire,
*(ou le Président)..***

Annexe 1 : échéancier de la dette transférée

ou

Annexe 1 : échéancier de la quote-part de dette transférée